



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PRESTATIONS SYLVICOLES

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2020-8600-013

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
du Code de la commande publique)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation

Le présent marché de culture a pour objet l'éducation, le repiquage, le tri et la livraison de plants, présentés en conteneurs, dans le contexte du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) et d'un financement de la Région Grand Est pour la mise en place de tests en gestion avec de nouvelles essences pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Grand-Est.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale Grand-Est

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Jean-Pierre RENAUD, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts Grand-Est.

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	JOUE : 21/12/2020 Site internet : www.marches-publics.gouv.fr
Date et heure limite de remises des offres	14/01/2021 à 18 H 00

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand-Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est 5, rue Girardet – CS 65219 – 54052 Nancy Cedex

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Grand-Est, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

M. Jean-Pierre RENAUD

1.3. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

M. DUBAND Lilian
ONF
31 AVENUE DE METZ
55100 VERDUN
Téléphone : 06.24.94.32.88
Email : lilian.duband@onf.fr

M. COLLE Jean-Michel
ONF Direction Territoriale Grand Est
5 rue Girardet
54052 NANCY Cedex
Téléphone : 06.16.30.74.56
Email : jean-michel.colle@onf.fr

1.4. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

Cellule Achats – Pôle Ouest
5, rue Girardet – CS 65219
54052 Nancy Cedex
achats.ge-ouest@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme Christine SCHMITT, Agent comptable secondaire
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex
Téléphone 03.88.76.82.59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché de culture a pour objet l'éducation, le repiquage, le tri et la livraison de plants, présentés en conteneurs, dans le contexte du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) et d'un financement de la Région Grand Est pour la mise en place de tests en gestion avec de nouvelles essences pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Grand-Est.

L'exécution de ce marché est régie par les clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale, disponibles sur le site internet onf.fr :

<https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles
------------	---------------------

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.3. Décomposition en lots

Le marché fait l'objet de 16 lots. Pour tous ces lots, les graines seront fournies par l'ONF (Sécherie de la Joux qui se les procure par ailleurs).

Pour chaque essence, un volume de semences sera donc fourni en amont par l'ONF au titulaire. Le volume n'est pas fixé au départ : il appartiendra à l'ONF de déterminer et de mettre à disposition du titulaire, en fonction de la quantité de plants attendue et de la qualité du lot de graines, le volume de graines nécessaire. L'ONF s'engage à acheter une quantité de plants produits, indiquée aux BPU du présent marché. Vu que le résultat des commandes de graines par la Sécherie n'est pas encore connu avec certitude à la date de publication du marché, la quantité de plants que l'ONF s'engage à acheter sera revu en conséquence et précisé lors de la notification.

Dans le cas où le titulaire obtient plus de plants que les quantités prévues, il doit en informer l'ONF (courriel à minima) qui pourra éventuellement décider d'acquérir ces plants. En cas de refus ou d'absence de réponse de la part de l'ONF dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'information qui lui est faite, le titulaire pourra vendre ces plants au plus offrant.

Pour les essences dites dormantes, la « levée de dormance » avant ensemencement sera réalisée par la Sécherie de la Joux, avant fourniture des graines au titulaire.

Dans le cadre de ce marché, pour valoriser les graines, favoriser la diversité génétique et pour tenir compte d'un contexte probable de tension sur la ressource en plants, l'achat des plants se fera « à la planche » de pépinière. Le titulaire exclura, lors du tri, les plants qui ne sont pas de qualité loyale et marchande.

NUMERO DU LOT	ESSENCE	TYPE DE PLANTS	NOMBRE DE PLANTS
1	CEDRE DU LIBAN	1-0G EN GODETS 400 CC	8 000
2	CHENE DE HONGRIE	1-0G EN GODETS 600 CC	15 000
3	CHENE DE HONGRIE	1-0G EN GODETS 600 CC	15 000
4	CHENE DE TURQUIE	1-0G EN GODETS 600 CC	6 000
5	CHENE DE TURQUIE	1-0G EN GODETS 600 CC	6 000
6	NOISETIER DE BYZANCE	1-0G EN GODETS 400 CC	21 000
7	NOISETIER DE BYZANCE	1-0G EN GODETS 400 CC	21 000
8	PIN D'ALEP	1-0G EN GODETS 400 CC	8 000

9	PIN DE BRUTIE	1-0G EN GODETS 400 CC	11 500
10	PIN DE BRUTIE	1-0G EN GODETS 400 CC	12 500
11	PIN DE MACEDOINE	1-0G EN GODETS 400 CC	21 000
12	PIN DE MACEDOINE	1-0G EN GODETS 400 CC	21 000
13	SAPIN DE CILICIE	2+2G EN GODETS 400 CC	10 000
14	SAPIN DE CILICIE	2+2G EN GODETS 400 CC	10 000
15	PLATANE D'ORIENT	1-0G EN GODETS 400 CC	10 000
16	PLATANE D'ORIENT	1-0G EN GODETS 400 CC	10 000

3.4. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, pour plusieurs ou pour l'ensemble des lots.

Chaque lot sera attribué à un seul soumissionnaire.

Un soumissionnaire pourra être attributaire de plusieurs lots. Néanmoins pour éviter l'exposition de la totalité des plants attendus pour une essence donnée aux risques météorologiques ou phytosanitaires, l'ONF se réserve le droit d'attribuer à un même soumissionnaire un nombre de lots maximal fixé à 9, avec comme condition supplémentaire **qu'il ne pourra pas être attributaire de 2 lots de la même essence**.

Toutefois si le nombre de réponses ne permettait pas de satisfaire les besoins, suite à l'application de ces règles, l'ONF se réserve le droit d'y déroger.

3.5. Modalités d'émission des bons de commandes

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 5 du CCATP.

3.6. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

La durée du présent marché est de 5 ans à compter de sa date de notification. La date prévisionnelle de début d'exécution est le 01/03/2021.

3.7. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes sont autorisées. Elles peuvent concerner notamment les exigences dimensionnelles et les méthodes culturales. Ces variantes devront être présentées dans le mémoire technique.

Dans ce cas, le soumissionnaire devra compléter le Bordereau des Prix Unitaires spécifique pour les variantes joint au DCE (BPU_Variantes).

4 CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.2 Nature des contractants

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation de l'accord-cadre. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

5 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation
- le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulière (CCATP)
- l'Acte d'Engagement (AE)
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- le bordereau des prix unitaires spécifique en cas de variantes (BPU_Variantes)
- le Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF)

6 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1. Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront **obligatoirement transmis par voie électronique** sur la plateforme à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.2. Date limite de réception des plis

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

14 JANVIER 2021 à 18 H 00 (heure de Paris, France)

Les plis contiendront les pièces énumérées à l'article 6.3 ci-dessous.

6.3. Contenu du pli

6.3.1 La candidature

Les pépinières forestières déclarées au registre des fournisseurs des Matériels Forestiers de Reproduction sur le site suivant :

<https://agriculture.gouv.fr/fournisseurs-especes-reglementees-provenances-et-materiels-de-base-forestiers> seront les seules admises à déposer une offre.

Chaque candidat, y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises, aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces ci-après. Les formulaires DC1 et DC2 non fournis dans le dossier de consultation sont téléchargeables sur le site Internet du ministère de l'Economie, des Finances à l'adresse:

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les candidats veilleront à bien utiliser les DC1 et DC2 mis à jour avec les références au code de la commande publique.

1. ☐ **Soit la lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
☐ **Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME ou eDUME)**, accompagné, le cas échéant d'un pouvoir autorisant la personne signataire à engager la société candidate.
2. ☐ **et la déclaration de candidature (DC2)** précisant en particulier les éléments suivants :
 1. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du siège du candidat ou du siège social ;
 2. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du service qui exécutera les prestations et qui sera l'interlocuteur de l'ONF ;
 3. les noms et fonctions des personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
 4. le chiffre d'affaires global et les chiffres d'affaires concernant les fournitures ou services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 5. les agréments, certificats et expérience dont dispose le candidat ;
 6. un ou des certificats de qualification professionnelle, s'il en dispose. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle.

Sera annexé à cette déclaration le document suivant :

7. la copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble de ces documents demandés aux points 2 à 4. En effet, l'examen des candidatures portera sur les éléments fournis par tous les membres du groupement.

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra produire en outre, avant notification de l'accord-cadre, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

6.3.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. ☐ **L'acte d'engagement, le Bordereau des prix unitaires et/ou le bordereau des prix unitaires spécifique variantes** pour chaque lot concerné, dûment complétés, datés et signés par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.
2. ☐ **Un mémoire technique** précisant :
 - les moyens matériels et méthodes : matériels d'arrachage, installations d'arrosage, de tri, de conservation, d'étiquetage, processus de culture, de repiquage, de conservation, de tri, de traçabilité, mode de livraison (direct / transporteur) et performances en matière de limitation des effets de mauvaises conditions météorologiques
 - les mesures mises en œuvre en matière de protection de l'environnement (produits utilisés, déchets...)
 - les moyens humains : formation et expérience des employés de la pépinière, dont le chef de culture
 - une présentation des expériences, connaissances, recherches d'éléments à mettre en œuvre et références concernant les essences du marché

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises (notamment lettre de candidature dûment remplie et présentée dans la candidature).

7. EXAMEN DES PLIS

7.1. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature. Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours ouvrés.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats :

1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
- le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
- le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;

2. qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

7.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-1 alinéa 2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

1 - Prix : 40 %

2 - Valeur technique de l'offre appréciée au vu des sous-critères suivants : 60 %

	Nombre de point sur 100
Processus (de culture, de repiquage, de conservation, de tri, d'étiquetage, de traçabilité et de livraison) adaptés aux essences du marché, utilisés pour mettre en œuvre le présent marché et performances en matière de limitation des effets de mauvaises conditions météorologiques	30
Adaptation des moyens matériels (présentation détaillée des matériels mis à disposition pour l'exécution des prestations) et des moyens humains (formation et expérience du personnel assigné à l'exécution de l'accord-cadre)	30
Expériences / connaissances / références / recherches d'éléments à mettre en œuvre concernant les essences du marché	30
Performances en matière de protection de l'environnement	10

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et les deux offres les mieux classées seront retenues.

7.3. Attribution de l'accord-cadre

Le marché sera attribué aux candidats dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Au vu du nombre important de consultations concomitantes que l'ONF lance dans le cadre du plan de relance et de la possibilité pour un même candidat d'obtenir plusieurs marchés, une vérification de sa capacité à fournir les quantités prévues à l'accord-cadre sera faite préalablement à la signature du marché par l'ONF.

Sur demande de l'ONF par courriel, l'attributaire pressenti devra confirmer sous un délai de 2 jour ouvré qu'il est toujours en capacité de fournir les quantités prévues au contrat. S'il n'est plus en capacité de fournir les quantités attendues parce qu'entre temps il a signé d'autres engagements, il aura alors la possibilité de se désister et renoncer à l'attribution du lot/marché par écrit.

Dans ce cas, l'ONF s'adressera au second candidat le mieux classé et fera la même vérification. Cette opération pouvant se renouveler au besoin jusqu'à identifier l'attributaire final.

Par ailleurs, si le candidat retenu ne peut produire dans un délai de 10 jour calendaire les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique), son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8 TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

9 PIÈCES À REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

9.1. Au titre des pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du travail

Le candidat attributaire devra remettre les pièces suivantes :

1. Dans tous les cas :

- a) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique. **Cette déclaration figure sur le DC1.**
- b) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou au b) du présent article.

2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou tableau d'un ordre professionnel, ou référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

3. Lorsque le candidat emploie des salariés :

Une attestation sur l'honneur établie par ce contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Ces pièces mises à jour seront exigées tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

9.2. Au titre des attestations et certificats sociaux et fiscaux

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation.

Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

- les certificats fiscaux : la liasse 3666 (en trois ou quatre volets selon la situation du candidat) délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées (certificat URSSAF attestant la déclaration et le versement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales,...).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les candidats établis dans un État membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Ces certificats devront être fournis par le candidat, dans un délai de 10 jours, compté à partir de la réception de la demande de l'ONF (par télécopie ou lettre recommandée avec AR).

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'ONF sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou de ses sous-traitants.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux dans le délai fixé par l'ONF, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres établi par le pouvoir adjudicateur.

10 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

11 DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.